

Les relations amicales face au leadership et conflits de positionnement dans le champ politique.

Saliou DIENG,

Enseignant vacataire et doctorant socio-anthropologie au pôle LSHE de l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane

Ameth Seydi Diallo,

Enseignant vacataire et doctorant en socio-anthropologie au pôle LSHE de l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane

Résumé

Cet article explore la fragilité et l'évolution des relations amicales au sein du champ politique, un univers marqué par la lutte pour le pouvoir, la rationalité stratégique et les calculs d'intérêts. En s'appuyant sur les analyses classiques de sociologues et penseurs politiques (Bourdieu, Weber, Machiavel, Nay) et croisant théorie, enquêtes qualitatives et quantitatives, il démontre que la politique, loin d'être un simple prolongement des relations sociales naturelles, impose (se caractérise) par une transformation radicale des sentiments privés. L'amitié, conçue dans la sphère privée comme loyauté désintéressée et durable, devient dans l'arène politique une relation instrumentalisée souvent sacrifiée au profit de la conquête ou de la conservation du pouvoir. Les ruptures amicales sont ainsi quasi-inévitables et logiquement liées à la structure même du champ politique, sa compétition féroce et la personnalisation extrême du pouvoir. Toutefois, une minorité d'acteurs politiques parvient à préserver des zones de confiance, suggérant que le lien affectif, bien que malmené, n'est pas totalement exclu. La question centrale soulevée est d'analyser les logiques qui déterminent les relations dans le champ politique, en particulier la compatibilité entre l'action politique et la loyauté amicale.

Mots clés : Politique, amitiés, leadership, conflits

Abstract

This article explores the fragility and evolution of friendships within the political sphere, a world marked by the struggle for power, strategic rationality, and calculations of self-interest. Drawing on classic analyses by sociologists and political thinkers (Bourdieu, Weber, Machiavelli, Nay) and combining theory with qualitative and quantitative research, it demonstrates that politics, far from being a simple extension of natural social relations, imposes a radical transformation of private feelings. Friendship, conceived in the private sphere as selfless loyalty and enduring, becomes in the political arena an instrumentalized relationship, often sacrificed for the sake of acquiring or maintaining power. The breakdown of friendships is thus almost inevitable and logically linked to the very structure of the political field, its fierce competition, and the extreme personalization of power. However, a minority of political actors manage to preserve areas of trust, suggesting that emotional bonds, although strained, are not entirely absent. The central question raised is therefore that of the compatibility between political action and friendly loyalty, between the ethics of the heart and the ethics of power.

Keywords: *Politics, cemetery, friendships*

I Introduction générale

L'homme est un être social, et sa vie en société est faite de relations que l'homme entretient avec ses semblables au sein de diverses institutions. Ces relations interindividuelles se transforment au gré des cadres institutionnels. Dont, il est question que l'homme est, selon la célèbre formule dans son ouvrage intitulé *La Politique* (Aristote, Paru en octobre 1990), un « *animal politique* », sa nature le pousse à la vie en société. Cet engagement à vivre en communauté renvoie au concept de contrat social. Ainsi structurée, la société est régie par des normes juridiques et des organisations spécifiques. Parmi elles, les partis politiques se présentent comme des structures où les

rapports de force se complexifient. Cette dynamique relationnelle génère fréquemment des conflits de positionnement et de leadership, dont la compréhension nécessite une analyse objective. Dans chaque société humaine se développe un mode de gouvernance qui lui est propre. Et cette gouvernance se traduit des institutions qui définissent les relations entre les acteurs en son sein. Celles-ci influencent les relations entre les hommes au sein de ces institutions politiques qui les déterminent, conditionnent et orientent. En effet, fondées sur des principes pour le bien-être collectif, ces institutions créent les lois par rapport à l'organisation, et fonctionnement des relations des sociétés. C'est sans doute dans cette logique que s'inscrit cette recommandation de l'écrivain (Diop, 1948, 1957. Réédité en 2000) « *périssent les amitiés et les solidarités devant les principes fondamentaux qui fondent la vie en société* ». Autrement dit, au sein de la société existe un certain nombre de principe qui dépasse les considérations d'affinités pour l'intérêt collectif.

L'expression populaire rappelle cyniquement « *les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent* ». Et dans l'arène politique, de nombreux travaux démontrent que les alliances personnelles résistent rarement aux impératifs du pouvoir. Si la scène politique est initialement perçue comme un espace de camaraderie et de solidarité, la conquête et l'exercice de l'autorité la transforment inévitablement en un théâtre de ruptures brutales. En d'autres termes, les alliances personnelles en politique résistent difficilement à la compétition pour l'exercice de l'autorité. Les études empiriques montrent que la solidarité initiale s'efface devant les logiques de positionnement et de survie politique. Ce phénomène est largement documenté par des écrits qui traversent l'histoire,

depuis l'assassinat de Jules César par Brutus dans l'antiquité (Manière, 15 mars 44 av. J.-C.), jusqu'aux rivalités contemporaines de l'histoire de France, à l'image des tensions majeures entre François Mitterrand et Michel Rocard au sein du parti socialiste (Guigo, 2020, /4 n° 696, 179 à 202). L'exercice du pouvoir transforme inévitablement les relations de camaraderie en rapports de force concurrentiels. L'étude de ces ruptures stratégiques montre qu'elles ne relèvent pas de simples animosités personnelles, mais de mécanismes structurels propres aux organisations politiques, à la conquête et à l'exercice du pouvoir.

Pour comprendre ce phénomène, il faut d'abord appréhender la politique comme un « *champ* » au sens de Pierre Bourdieu, c'est-à-dire un espace de lutte pour le capital symbolique et l'autorité, où les agents sont mus par des intérêts spécifiques qui entrent souvent en collision avec les relations habituelles. Dans cet univers, l'amitié traditionnellement définie par la gratuité, la loyauté et la durée se heurte à la rationalité politique faite de calculs stratégiques, de conquête et de conservation du pouvoir. Le passage de la camaraderie militante, forgée dans l'ombre de l'opposition, à la compétition féroce pour l'accès aux responsabilités transforme parfois les relations entre les alliés d'hier, positivement ou négativement. Cette structure même du jeu politique, marquée par une personnalisation croissante et une logique de survie électorale, semble condamner les relations interpersonnelles à l'instrumentalisation ou à la trahison.

Cet article examine objectivement l'évolution des relations amicales au sein du champ politique en s'appuyant sur une méthode mixte. Notre démarche s'articule en trois temps : Dans un premier temps, nous retracerons l'histoire de ces liens d'amitié en politique ;

Dans un second temps, nous mènerons une analyse sociologique comparée de ces relations à travers différents contextes, en illustrant notre propos par des exemples puisés en Afrique et dans le reste du monde ;

En dernier lieu, en nous appuyant sur la littérature existante, nous confronterons ces approches théoriques aux réalités du terrain. Cette démarche s'appuiera sur des entretiens menés avec des spécialistes et des acteurs politiques issus d'horizons divers. Dès lors, pour analyser précisément l'évolution de ces liens affectifs face à l'ambition politique, il convient d'explicitier la problématique centrale de notre étude.

II Problématique

Le champ politique est traditionnellement perçu comme l'espace de la lutte pour le pouvoir, où la rationalité stratégique et la quête d'intérêts partisans semblent déterminer les conduites. Pourtant, cet univers est aussi le théâtre de liens interpersonnels intenses, souvent nés d'engagements communs ou de compagnonnages de longue date. Cette coexistence entre l'affectif et le stratégique soulève une interrogation fondamentale : la politique est-elle structurellement le « *cimetière* » des grandes amitiés ? Si les alliances se nouent et se dénouent au gré des rapports de force, il s'agit de comprendre, par une analyse sociologique, comment les impératifs de la domination politique et les logiques de l'appareil partisan entrent en collision avec la loyauté amicale. La problématique centrale de cette étude consiste ainsi à déterminer si la trahison et l'instrumentalisation des liens privés sont des fatalités inhérentes à la survie dans l'arène politique,

ou si l'amitié peut subsister comme une ressource de solidarité indéfectible face à la réalité de la compétition électorale.

Toute investigation scientifique prend sa source dans la formulation d'une problématique. Dans le cadre de ce travail, la réflexion se concentre sur le questionnement des relations au sein du champ politique. Les sciences humaines et sociales, et plus particulièrement la sociologie, se caractérisent par l'absence de consensus figé autour d'un concept unique ; un même objet d'étude gagne ainsi à être articulé à travers des cadres théoriques pluriels. En mobilisant l'analyse des champs de Pierre Bourdieu, l'espace politique s'appréhende comme un marché clos, régi par des dynamiques de domination qui lui sont propres. Dès lors, alors que la sociologie des réseaux envisage généralement les relations amicales ordinaires comme des liens fondés sur une forme de « *gratuité* », le champ politique tend à subordonner ces mêmes réseaux à une logique stricte d'accumulation et d'instrumentalisation. Ces acteurs n'y choisissent pas leurs proches par simple affinité affective, mais selon la valeur du « *capital politique* » (notoriété, réseaux d'influence, ancrage territorial) que l'autre détient. L'amitié devient alors une stratégie d'alliance ou d'investissement. L'histoire de la V^e République objective ce mécanisme à travers des ruptures marquantes, telles que les tensions entre Édouard Balladur et Jacques Chirac en 1995 (politique, le 21 février 2022 à 17h02, modifié le 21 février 2022 à 17h16). Ce cas empirique démontre que la dépréciation ou la reconfiguration des solidarités répond à des impératifs structurels de conservation ou de conquête du pouvoir, invalidant l'illusion d'un espace politique régi par des sentiments désintéressés.

On assiste à une professionnalisation du lien : l'ami devient un collaborateur, un prête-nom ou un bouclier. La politique fait partie de l'un des rares phénomènes communs que les sociétés

humaines partagent malgré leurs diversités contextuelles et spatiales (Debbasch & Pontier, 7 octobre 2000, 527 p). Cette acception fait aujourd'hui l'objet d'intérêt de plusieurs recherches scientifiques. Certaines études s'intéressent à la complexité liée à la signification de l'acception elle-même, qui peut changer selon le sens que l'on l'attribut. D'autres s'attardent sur les multiples dimensions du champ politique. Le ou la politique le terme est androgyne, le genre est déterminé selon que l'on s'intéresse à l'acteur ou à l'exercice de l'activité politique comme métier (Weber, 1919). Ce changement de signification et la constance de cette pratique dans les sociétés humaines quel que soit le contexte fait partie des motivations de la pluralité des études sur ce thème.

Les écrits montrent que l'analyse des faits du champ politique, tant français que sénégalais, se caractérise par des mécanismes structurels à travers des trajectoires relationnelles contrastées : si elle donne à voir des fidélités durables mais fonctionnelles, à l'instar du compagnonnage d'État entre Abdou Diouf et Habib Thiam, ou de la loyauté indéfectible d'Alain Juppé envers Jacques Chirac, elle est aussi le théâtre de ruptures tragiques dictées par la raison d'État, comme l'illustre la fracture historique entre Valdiodio N'diaye et Mamadou Dia lors de la crise de décembre 1962

(<https://senegaldates.com/histoire/crise-politique-de-decembre-1962-au-senegal>). Au regard de ce qui précède, une interrogation centrale s'impose, l'amitié en politique doit-elle être considérée comme une menace aux intérêts de leadership et de positionnement, ou comme une ressource provisoire, condamnée par la structure même du pouvoir ? Cette question nous amène à nous demander si le champ politique, en tant qu'espace de lutte acharnée pour le monopole de l'autorité et

de la légitimité, n'exclut pas, par sa nature même, la persistance de sentiments désintéressés.

Cette problématique repose d'abord sur l'hypothèse d'une variation possible des relations entre les acteurs lors de la transition entre la phase de conquête et celle de l'exercice du pouvoir. Durant la conquête, l'amitié agit comme un ciment de solidarité et une fusion des intérêts face à l'adversité. C'est le temps des « *serments* » et de la fraternité d'armes. Cependant, l'accession aux responsabilités impose un moment de sélection, de tranchage et de hiérarchisation. Dans ce passage de l'ombre des coulisses à la lumière des ministères, le compagnon de route se transforme mécaniquement en concurrent de place. La structure du pouvoir moderne ne tolérant aucune dyarchie réelle au sommet, le lien affectif ne devient-il alors une entrave à la rationalité froide du décideur ?

Dans un deuxième temps, il convient de se demander si la « *trahison* » ou la rupture amicale n'est pas une véritable nécessité fonctionnelle pour le système lui-même. En d'autres termes, l'arène politique a-t-elle besoin que ces liens fusionnels se brisent pour garantir la respiration démocratique ? Si les amitiés étaient éternelles et indéfectibles au sommet de l'État, le risque de dérive vers un clanisme hermétique ou un népotisme de caste serait immense. La rupture, bien qu'humainement douloureuse, serait donc l'acte de naissance de l'homme d'État, celui qui s'affranchit de ses attaches privées pour incarner l'intérêt général et l'impartialité des institutions. Par ailleurs, cette analyse doit explorer la tension sociologique entre ce que Max Weber appelait l'éthique de la conviction et l'éthique de responsabilité. Comment les acteurs gèrent-ils ce conflit intérieur entre la loyauté absolue envers le proche et l'obligation de sacrifier ses affects au nom de la survie de son

propre camp ? Le sacrifice de l'ami, geste souvent perçu comme une cruauté par l'opinion publique, n'est-il pas en réalité le prix d'entrée symbolique pour accéder à la haute stature politique ? Il s'agirait de prouver, par le reniement de l'intime, que l'ambition nationale prime sur toute autre considération, transformant le « *parricide* » ou la rupture en une preuve de maturité pour l'exercice du pouvoir, ou l'affirmation du leadership.

Au-delà de la rupture, le terme de « *cimetière* » ne masque-t-il pas une réalité plus subtile : celle d'une métamorphose professionnelle du lien ? Il se pourrait que l'amitié ne meure pas tout à fait, mais qu'elle se déguise en une pure « *technologie de réseau* ». Dans cette perspective, le lien affectif originel est remplacé par un contrat tacite, technique et révocable. L'émotion s'efface derrière une rationalité stratégique où l'autre n'est plus un confident, mais une ressource. La politique deviendrait alors un espace de redéfinition permanente de l'utilité d'autrui en fonction des rapports de force mouvants. Il s'agit d'analyser l'impact du regard extérieur sur ces relations. Dans un monde de communication permanente, l'amitié est souvent perçue comme un signe de faiblesse ou de complaisance (le « *copinage* »). Les acteurs politiques ne sont-ils pas contraints de sacrifier leurs amitiés pour répondre à une exigence de transparence et de dureté réclamée par l'électorat ? La solitude du pouvoir ne serait donc pas un choix personnel, mais une mise en conformité avec les attentes d'un public qui suspecte toujours l'amitié d'être le terreau de la corruption. L'enjeu final de cette analyse sera donc de démontrer que si la politique semble enterrer les amitiés, c'est moins par une faillite morale des individus que par une logique de champ implacable. C'est la structure même de la compétition qui transforme parfois les « *frères d'armes* » en rivaux, faisant de la rupture non

pas une défaillance humaine, mais une règle de survie structurelle indispensable à l'exercice de la souveraineté.

Dans la littérature sociologique contemporaine, le champ politique est presque exclusivement analysé sous le prisme des rapports de domination et de la conquête de l'autorité. Les travaux fondateurs, notamment ceux de (Bourdieu, 1981a, n° 36-37, p. 3-24) sur la structure du champ ou de (Weber, 1919) sur la professionnalisation de l'activité politique, se concentrent prioritairement sur la détention du capital symbolique et la rationalité bureaucratique. Ces approches ont certes permis de comprendre les mécanismes de pouvoir, mais elles ont, par leur focalisation structurelle, laissé de côté la dimension interpersonnelle et affective qui lie pourtant les acteurs entre eux. Ce constat révèle un véritable paradoxe, alors que la chronique médiatique et les mémoires politiques regorgent de récits sur les liens d'amitié et les trahisons brutales, les écrits académiques sur l'évolution de ces relations amicales demeurent extrêmement rares, pour ne pas dire inexistantes. L'amitié y est souvent reléguée au rang de simple anecdote ou de folklore biographique, sans jamais être traitée comme un objet sociologique sérieux et structurant. On étudie le « *clan* », le « *réseau* » ou la « *clientèle* », mais on occulte la profondeur du lien amical et sa dégradation spécifique au contact de l'ambition.

C'est précisément dans cet interstice que s'inscrit cet article. L'une des motivations majeures de ce travail est de s'attaquer à cet angle mort de la sociologie politique en proposant une analyse rigoureuse de la trajectoire des affects au sein du jeu de pouvoir. Il ne s'agit pas seulement de raconter des ruptures, mais de comprendre comment la structure même du champ politique agit comme un solvant sur les amitiés les plus solides. En réintroduisant l'étude de l'intime dans l'analyse du public,

nous souhaitons démontrer que l'évolution des sentiments est une clé de lecture sociologique pour saisir la réalité de la vie politique. Ainsi, cette recherche ambitionne de renforcer de manière significative la littérature scientifique sur ce thème. En croisant la sociologie des réseaux avec une psychologie sociale des élites, l'objectif est d'offrir un cadre théorique nouveau. Nous postulons que l'étude des relations amicales ne doit plus être considérée comme un sujet périphérique, mais comme un révélateur puissant des caractéristiques de tension structurelles du champ politique. Cet article se propose donc de poser les premières pierres d'une « *sociologie des amitiés politiques* », comblant ainsi un vide qui a trop longtemps laissé le champ libre aux seules interprétations journalistiques.

Pierre Bourdieu s'impose comme l'un des spécialistes incontournables ayant théorisé les dynamiques relationnelles au sein de ce qu'il qualifie de « *champ politique* ». Pour lui, cet espace ne se définit pas par la coopération, mais par une tension permanente. C'est ainsi qu'il déclare : « *le champ politique est le lieu de la concurrence entre les agents qui s'y trouvent engagés, où des spécialistes se disputent le droit de parler et d'agir au nom de tout ou partie de ces groupes* » (Bourdieu, 1981a, n° 36-37, p. 3-24). Cette définition pose d'emblée la politique comme une arène de confrontation où la légitimité n'est jamais acquise, mais doit être conquise et défendue face à des pairs qui sont, par définition, des rivaux. La notion de champ politique est envisagée ici comme un système de relations objectives où les rapports entre les acteurs sont structurellement inégalitaires. Ces rapports sont dominés par ceux qui disposent d'un volume spécifique de capitaux, notamment culturels et symboliques. Ces ressources, détenues par une minorité, permettent à ceux que Bourdieu appelle les « *professionnels* » de la politique de s'imposer comme les seuls

interprètes valides de la volonté sociale. Dans cette perspective, la relation à l'autre n'est jamais neutre : elle est médiée par la position qu'occupe chaque agent dans la hiérarchie du champ, transformant chaque interaction en un rapport de force.

Au sein de cet espace, l'accès au capital symbolique c'est-à-dire au prestige, à la notoriété et à la reconnaissance est le moteur principal des comportements. Pour les « *professionnels* », la conservation ou l'augmentation de ce capital devient une nécessité de survie. Dès lors, les relations interpersonnelles, y compris les plus anciennes, sont soumises à la logique du profit politique. Celui qui possède le capital dicte les règles du jeu, et ceux qui aspirent à l'obtenir sont contraints à des stratégies de distinction ou de rupture qui sont peu compatibles avec la stabilité émotionnelle de l'amitié. Bourdieu souligne que ce champ fonctionne en vase clos, avec ses propres codes et ses propres mécanismes de sélection. Cette clôture du champ renforce la concurrence interne : comme les enjeux sont concentrés entre les mains de quelques-uns, la lutte pour le « *droit de parler au nom des autres* » devient féroce. Dans cet univers de spécialistes, l'autre est perçu avant tout comme un concurrent qu'il faut surpasser dans la maîtrise des codes du champ. Cette configuration structurelle explique pourquoi l'amitié, qui suppose une égalité de principe et une absence de calcul, se trouve si souvent broyée par la rationalité de ces agents en quête permanente de domination symbolique.

C'est dans cette même tempérance que l'analyse de (Nay, 2004) vient enrichir la perspective bourdieusienne en précisant la nature du capital requis pour s'imposer dans le champ politique. Pour Nay, l'autorité ne repose pas seulement sur un charisme abstrait, mais sur une technicité multidimensionnelle et une expérience de terrain qui valident la stature du gouvernant. Olivier Nay souligne d'abord que le

dirigeant doit maîtriser les « *lois* » et les « *constitutions* ». Cette connaissance n'est pas purement académique ; elle est le fondement de la sécurité juridique des citoyens. Pour gouverner efficacement, il faut comprendre la hiérarchie des normes et l'outillage conceptuel qui permet de concevoir des textes législatifs cohérents avec les objectifs poursuivis. Sans cette maîtrise, l'action publique risque de sombrer dans l'illégalité ou l'inefficacité administrative. La gestion de la cité impose également une expertise sur les « *ressources publiques* » et l'« *administration* ». À cet égard, la gouvernance moderne exige une capacité à rationaliser des secteurs parfois hypertrophiés et coûteux pour mieux servir l'intérêt général. Cette compétence permet de transformer des choix politiques en politiques publiques concrètes, tout en assurant une coordination efficace entre les services centraux et locaux, comme c'est le cas dans la structure administrative du Sénégal. Au-delà de la technique, Nay insiste sur l'importance de l'« *histoire des sociétés* » et de la « *géographie* ». Ces savoirs confèrent au gouvernant la capacité de gérer la durée et de se projeter dans le temps. Comprendre l'ancrage territorial et les dynamiques historiques d'un peuple est essentiel pour asseoir une légitimité qui dépasse la simple légalité. Une gouvernance déconnectée de la géographie des territoires ou de l'intelligence territoriale risque de négliger les compétences locales indispensables à la compétitivité d'un pays. Nay rappelle que le savoir théorique est vain sans une « *expérience concrète du pouvoir* ». C'est cette pratique qui permet de naviguer entre les piliers de la bonne gouvernance que sont la transparence, la responsabilité et la capacité de répondre aux besoins réels de la population. L'expérience transforme le « *spécialiste* » en un véritable homme ou femme d'État, capable

de maintenir la stabilité à court terme tout en préparant les évolutions à long terme

Dans ce même ordre d'idées, Max Weber traite des questions de rapport au pouvoir entre les acteurs en politique comme une dynamique où la finalité des actions est quasi exclusivement orientée vers l'acquisition, la conservation ou le partage du pouvoir. Pour Weber, la politique n'est pas un espace de simple gestion administrative ou de fraternité idéologique ; c'est, par essence, une arène conflictuelle. C'est dans cette logique qu'il déclare : « *le politique agit dans le champ de l'action et de la lutte pour le pouvoir* » (Weber, 1919). Cette affirmation place le conflit au cœur de l'activité politique, transformant chaque interaction entre acteurs en un rapport de force potentiel. Pour Weber, celui qui s'engage en politique entre dans un système de rationalité spécifique où l'efficacité de l'action prime souvent sur la pureté des sentiments. La lutte pour le pouvoir impose une forme de « *violence légitime* » non seulement envers les adversaires, mais aussi, par extension, au sein de son propre camp. Dans cet univers, les relations humaines sont médiatisées par l'ambition de diriger. L'acteur politique webérien est un être de combat qui doit, pour réussir sa « *vocation* », subordonner ses attaches personnelles aux exigences du succès électoral et de l'influence institutionnelle.

Cette lutte pour le pouvoir crée une tension permanente entre ce que Weber appelle « *l'éthique de conviction* » et « *l'éthique de responsabilité* ». Si l'amitié relève souvent de la conviction (la fidélité absolue à une personne ou à un souvenir), l'exercice du pouvoir impose la responsabilité (le calcul des conséquences de ses actes pour le groupe ou l'État). Cette divergence est le lieu où se brisent les amitiés : l'homme politique est souvent contraint de « *trahir* » un proche au nom de l'intérêt supérieur de son organisation ou de sa propre survie

dans l'arène. La rupture n'est alors plus un vice moral, mais une conséquence logique de la nature agonistique (combative) du champ politique. La vision wébérienne souligne que le pouvoir est une fin en soi qui finit par dicter ses propres lois aux individus. Dans un champ où la finalité est l'accès aux leviers de commande, l'altérité est toujours suspecte. L'ami d'hier peut devenir l'obstacle d'aujourd'hui s'il convoite le même poste ou s'il nuit à l'image du leader. En définissant la politique comme une lutte, Weber nous permet de comprendre que le « *cimetière des amitiés* » n'est pas une anomalie, mais le résultat d'un processus de sélection rigoureux où seuls ceux qui acceptent de rompre les amarres de l'intime peuvent espérer naviguer durablement dans les eaux du pouvoir.

Dans son œuvre fondatrice *Le Prince*, (Machiavel, 1515) opère une rupture radicale avec la morale traditionnelle et religieuse. Pour lui, la politique ne relève pas de la sphère du « devoir-être », mais de la « *réalité effective des choses* ». C'est dans ce cadre qu'il explique que le Prince, pour maintenir l'État et sa propre position, doit impérativement apprendre à « *pouvoir ne pas être bon* » si la nécessité l'exige. Cette posture n'est pas un plaidoyer pour la cruauté gratuite, mais une leçon de réalisme, la survie du corps politique prime sur la vertu individuelle. Dans cette perspective, l'amitié, telle qu'elle est conçue dans la sphère privée, devient une potentielle faiblesse pour l'homme d'action. Machiavel considère que les relations fondées sur la gratitude ou l'affection sont volatiles et fragiles. Il affirme que « *les hommes oublient plus vite la mort de leur père que la perte de leur patrimoine* ». Dès lors, s'appuyer sur l'amitié d'un tiers pour gouverner est un risque stratégique majeur : l'ami peut devenir un contre-pouvoir, une source d'influence occulte ou un point de vulnérabilité que les adversaires ne manqueront pas d'exploiter.

L'amitié est ainsi perçue comme une entrave dès qu'elle entre en collision avec la « *raison d'État* ». Pour Machiavel, le Prince doit être capable de rompre ses engagements et ses liens les plus chers si ces derniers menacent la stabilité du pouvoir ou l'unité de la cité. La loyauté envers une personne doit systématiquement s'effacer devant la loyauté envers l'État. C'est ici que la politique devient véritablement le « *cimetière des amitiés* », l'acteur politique doit être prêt à sacrifier ses compagnons de route pour éviter d'être lui-même entraîné dans leur chute ou pour asseoir une autorité incontestée. Machiavel souligne que le Prince est souvent plus en sécurité lorsqu'il est craint que lorsqu'il est aimé. L'amitié repose sur un lien de réciprocité que le Prince ne peut pas toujours garantir dans l'arène politique. En revanche, la crainte repose sur une force que le Prince maîtrise seul. En acceptant de « *ne pas être bon* » envers ses anciens amis, le dirigeant envoie un signal de fermeté absolue. Il démontre qu'aucune attache personnelle ne saurait l'empêcher d'agir pour le salut public, transformant la rupture amicale en une véritable démonstration de souveraineté. La convergence de ces trois auteurs permet de comprendre que la mort des amitiés en politique n'est pas une simple défaillance humaine, mais le résultat d'une pression structurelle irrésistible. En croisant leurs analyses, on peut identifier trois mécanismes qui condamnent le lien affectif :

La logique du champ : l'amitié broyée par la concurrence, pour Bourdieu, le champ politique est un espace de lutte pour le monopole de la parole légitime. Dans cet univers fermé, l'ami est avant tout un concurrent qui dispose, lui aussi, de capitaux symboliques. La structure du champ impose une « *distinction* » permanente : pour exister, il faut se différencier. L'amitié, qui suppose une fusion ou une similitude, entre alors en

contradiction avec la nécessité sociologique de s'affirmer contre les autres. Le « *professionnel* » de la politique finit par percevoir son ami non plus comme un alter ego, mais comme un obstacle à son propre monopole de représentation.

L'exigence de compétence : l'amitié face à la technocratie (Nay)
Olivier Nay souligne que le pouvoir exige une maîtrise technique et une expérience concrète (lois, administration, ressources). Cette rationalisation de la fonction politique introduit un critère de performance qui est l'ennemi de la complaisance amicale. Au nom de l'efficacité administrative et de la « *bonne gouvernance* », le dirigeant est contraint d'écarter les amis « *incompétents* » ou devenus encombrants. La loyauté affective s'efface devant la légitimité technique : on ne gouverne pas avec ses amis, mais avec des experts et des gestionnaires capables de répondre aux défis de la cité.

La lutte pour le pouvoir : l'amitié sacrifiée à la vocation (Weber),
enfin, Weber achève cette démonstration en rappelant que la politique est, par essence, un combat pour le pouvoir. Dans cette lutte, l'acteur politique doit privilégier l'éthique de responsabilité sur l'éthique de conviction. Si la survie d'un projet ou l'accès au sommet de l'État exige de rompre un lien, le « *politique* » doit avoir le courage de le faire. La trahison devient alors, dans une perspective wébérienne, le prix de la « *vocation* » : celui qui refuse de sacrifier ses amitiés n'est pas apte à la dureté de l'action politique.

En somme, l'amitié en politique semble être une denrée fragile sinon rare, parfois sacrifiée sur l'autel de l'ambition et de la quête du pouvoir. Les analyses des écrits de Bourdieu, Nay, Weber et Machiavel convergent pour montrer que la structure du champ politique, les exigences de compétence et la lutte

pour le pouvoir influencent le lien affectif à être broyé par la concurrence et la rationalité stratégique. La politique apparaît ainsi comme un espace où la loyauté envers l'État et la légitimité technique priment sur la loyauté envers les individus, transformant l'amitié en une ressource provisoire et révocable. L'analyse de ces dynamiques politiques et relationnelles ne saurait se limiter à un simple constat théorique. Afin de valider nos hypothèses et de saisir la complexité de ces rapports de force sur le terrain, il convient d'explicitier notre démarche de recherche. La partie suivante est ainsi consacrée à la présentation de la méthodologie, des outils de collecte de données et du cadre d'analyse retenus pour cette étude

III Méthodologie

Toute recherche en science se fonde sur une méthode objective et rigoureuse pour la production du savoir. La sociologie, discipline scientifique ou du moins qui se veut l'être, n'échappe pas à cette exigence. Par ailleurs la méthode est un moyen pour le chercheur d'aboutir à l'explication du phénomène étudié. En raison de la complexité des phénomènes étudiés et des avantages de l'approche mixte (quantitative et qualitative) qui permet de croiser plusieurs techniques pour produire du savoir, nous avons privilégié cette méthode pour analyser l'évolution des relations amicales dans le champ politique. Ainsi, pour mener à bien cet article, notre démarche a débuté par une recherche documentaire approfondie s'appuyant sur divers écrits (ouvrages généraux, articles, mémoires, journaux, rapports et thèses) qui se sont intéressés sur cette thématique. Ensuite nous avons utilisé la méthode qualitative avec les entretiens comme outils de collectes, d'échanges d'informations avec des spécialistes en science politique,

étudiants ou acteurs de la vie politique, pour mieux cerner le phénomène. Et enfin la méthode quantitative avec des questionnaires comme outils de collecte pour disposer des données statistiques pour mieux appréhender ce thème à travers la triangulation des méthodes.

La recherche documentaire démontre que l'essentiel des écrits sur le champ politique s'intéresse sur les rapports de pouvoir. Les quelques écrits sur les relations amicales dans le champ politique s'accordent sur l'inadéquation entre les relations fondées sur l'affinité ou l'amitié par rapport aux relations dans le champ politique. L'histoire politique contemporaine offre des cas d'école où l'affection cède systématiquement le pas à l'ambition. L'un des exemples les plus significatifs est celui de Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing. Cette relation illustre la rupture fatale entre le mentor et l'ambitieux (<https://www.swissinfo.ch/fre/>). Alors que Giscard officiait comme ministre des Finances sous l'autorité de Pompidou, l'année 1969 marque un tournant irréversible. Tandis que Pompidou prépare la succession du général de Gaulle, Giscard lance son célèbre « *oui, mais* », prenant ses distances pour affirmer sa propre existence politique. Ce positionnement stratégique installe une méfiance profonde, transformant une collaboration technique efficace en une haine tenace qui structurera les clivages de la droite française pendant des décennies. Dans une dynamique de filiation brisée, le duo Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy incarne la figure sociologique du « *parricide* ». Dans les années 1980, Sarkozy est le protégé absolu, le « *fil adoptif* » politique de Chirac. Cependant, la rupture brutale de 1995 démontre la victoire du calcul rationnel sur la dette morale, Sarkozy choisit de rallier Édouard Balladur, alors favori des sondages, délaissant son mentor (DROUELLE, Mercredi 7 novembre 2018). Pour les

observateurs, c'est le cas d'école où le gain de pouvoir immédiat l'emporte sur la loyauté affective. Chirac, blessé par ce qu'il perçoit comme une félonie, ne lui pardonnera jamais vraiment, décrivant Sarkozy comme un homme à qui « *il faut tout apprendre et dont il faut se méfier* ». Sur la scène internationale, le cas de Tony Blair et Gordon Brown au Royaume-Uni met en lumière l'échec des pactes de partage. En 1994, les deux architectes du New Labour concluent le « *pacte de Granita* » : Brown cède la priorité à Blair pour le poste de Premier ministre contre la promesse d'une succession future (Townsend, Sun 22 Aug 2021 09.30 BST). L'amitié s'est brisée sur l'autel de l'attente et de la frustration. Pendant dix ans, Brown a miné l'autorité de Blair depuis le Trésor, prouvant qu'en politique, une promesse de partage est souvent insupportable car le champ n'admet, en dernière instance, qu'un seul véritable chef.

Cette tension entre l'affect et la stratégie trouve un écho particulièrement saisissant dans l'analyse de Mame Less Camara, pour qui la nature même du champ politique finit toujours par l'emporter sur les sentiments. Ces propos repris par Amadou KAH, enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis en ces termes : « *lorsque la rigueur politique se reconvoque dans les relations tissées entre des personnes, évidemment la politique et sa logique reprennent le dessus* », (Kah, 2016, p.36.) Cette analyse suggère que la politique possède une « pesanteur » propre, capable d'écraser les sentiments les plus sincères. Dans la même logique, l'auteur souligne que dès que l'enjeu du pouvoir ou de la survie de l'État entre en scène, le contrat affectif est immédiatement frappé d'obsolescence. Le champ politique fonctionne comme un système autonome où les acteurs, même amis, sont contraints

d'adopter des comportements dictés par la survie institutionnelle ou l'ambition personnelle. Pour Kah, cette transition du personnel au politique n'est pas une simple trahison, mais un processus de « *rationalisation* » où les individus s'effacent derrière leurs fonctions.

Pour illustrer cette thèse, Amadou Kah convoque des tragédies politiques majeures qui ont marqué l'histoire de l'Afrique. Il cite d'abord le séisme de 1962 au Sénégal : « *c'est ce qui est arrivé à Léopold Sédar Senghor (homme politique, premier président de la République du Sénégal indépendant) et à Mamadou Dia (Ami de Senghor, ancien président du conseil et ancien ministre du Sénégalais indépendant)* ». Cette rupture entre les deux piliers de l'indépendance sénégalaise démontre comment une divergence sur la gestion de l'État peut briser une complicité intellectuelle et militante de longue date. Mais le cas le plus patent, poursuit-il, reste celui du Burkina Faso, « *c'est quand Blaise Compaoré (compagnon et ami très proche collaborateur de Sankara) participe à l'élimination de Thomas Sankara (Ancien Chef d'Etat du Bourkina Faso, assassiné en octobre 1987)* ». Ici, la rupture atteint son paroxysme et la logique politique ne se contente pas d'éloigner les amis, elle peut conduire à l'élimination physique de celui qui fut un « *frère* » d'armes au nom d'une vision divergente du pouvoir.

Donc, Amadou Kah conclut que ce sont des « *logiques rationnelles et politiques qui souvent prennent le dessus sur les logiques affectives et personnelles. Ça, c'est dans l'absolu* ». Au terme de cette recherche documentaire, il ressort que les écrits de Kah constituent l'un des modèles de référence théorique essentiels pour étudier objectivement les relations amicales en politique. Son approche ne se limite pas à un constat moral ; elle propose une analyse comparative fine des relations entre acteurs politiques en Afrique, et particulièrement au Sénégal.

Elle permet de comprendre que le « *cimetière des amitiés* » est le résultat d'un passage obligé où l'homme politique doit, pour exister, sacrifier l'homme privé.

La production du savoir en sciences sociales ne saurait se limiter à une simple spéculation intellectuelle ; elle exige, comme le souligne (Bachelard, 1938, p.79-82), une combinaison dialectique entre la théorie et le réel. Pour que l'analyse sociologique des relations amicales dans le champ politique soit scientifiquement valide, il est impératif de confronter les hypothèses théoriques aux données concrètes du terrain. C'est dans cette perspective que nous avons élaboré un dispositif de recherche mixte, alliant les approches qualitative et quantitative pour saisir la complexité de l'objet d'étude.

Dans un premier temps, nous avons privilégié la méthode qualitative, considérée comme l'outil le plus à même de recueillir le sens que les acteurs donnent à leurs liens affectifs et à leurs trajectoires de rupture. Cette phase s'est concrétisée par la réalisation d'entretiens semi-directifs approfondis avec un panel de spécialistes et de praticiens (secrétaire de partis, coordonnateur de mouvement de jeunes). Concrètement, nous avons ainsi sollicité l'expertise de deux (02) professeurs en science politique, dont le recul académique a permis de décrypter les mécanismes structurels du champ, ainsi que treize (13) individus dont trois (03) acteurs occupant des postes au sein de mouvement ou association qui sont directement engagés dans la vie politique et dix (10) autres cibles recrutées par la technique aléatoire pour obtenir l'avis des sénégalais lambda sur cette question. Ces derniers ont apporté un éclairage indispensable sur la réalité vécue des amitiés, des alliances et des désillusions au cœur du pouvoir.

Dans un second temps, afin de mesurer la perception de ces dynamiques au sein d'une population plus large et d'objectiver nos premiers constats, nous avons mobilisé la méthode quantitative. Ce volet de l'enquête s'est appuyé sur l'administration de questionnaires ciblés auprès d'un échantillon de cinq (05) étudiants. Ces répondants ont été choisis par une méthode d'échantillonnage aléatoire, garantissant une diversité de points de vue sur la manière dont la future élite intellectuelle perçoit la moralité et la stratégie dans les relations politiques. Cette phase quantitative de l'enquête de terrain a permis de recueillir des données sur les représentations sociales du "sacrifice de l'ami" en politique.

Au total, ce sont dix-huit (18) individus qui ont été interrogés dans le cadre de cette recherche.

Les données sociodémographiques des enquêtés sont les suivantes : quatorze hommes âgés de plus de vingt-cinq ans pour quatre femmes âgées de plus trente-cinq ans. L'âge moyen des enquêtés étant de 25 ans. Les répondants sont tous inscrits au troisième cycle de l'enseignement supérieur pour les données quantitatives alors que pour l'enquête qualitative le niveau d'étude varie entre le primaire au supérieur avec parfois des cibles ayant fait la formation dans les écoles coranique. L'enquête a tenu compte de la variation des spécialisations pour une approche pluridisciplinaire des données collectées sur cette thématique. Bien que cet échantillon puisse paraître restreint, il a été constitué dans un souci de saturation des données et de représentativité à la fois qualitative et quantitative. En croisant les regards des théoriciens, des praticiens et des observateurs étudiants ou autres acteurs de la vie socio-politique, nous avons pu trianguler nos résultats. L'application rigoureuse du cadre méthodologique précédemment défini a permis de recueillir un ensemble de

données empiriques essentielles sur le fonctionnement interne des appareils partisans. Ces investigations mettent à nu la réalité des trajectoires militantes et les stratégies de pouvoir qui s'y déploient. Il convient à présent de présenter les résultats majeurs issus de cette enquête sociologique, afin de mettre en lumière les mécanismes concrets qui régissent les relations de leadership et structurent les conflits de positionnement au sein des partis politique.

IV Résultats

Les résultats obtenus sur le terrain sont de deux ordres selon les deux (02) méthodes qui ont été utilisées dans le cadre de cette recherche : la méthode qualitative avec comme outil les entretiens et la méthode quantitative à travers le questionnaire.

Cette étude repose sur une approche mixte combinant des données qualitatives et quantitatives recueillies auprès de dix-huit participants. Donc, le volet qualitatif s'appuie sur des entretiens approfondis avec deux (2) professeurs en sciences politiques, trois (3) acteurs de terrain (dont deux coordonnateurs de mouvements de jeunes), et treize (13) autres acteurs rencontrés de manière aléatoire enfin d'explorer les thèmes de l'engagement, de l'amitié et des logiques d'intérêt dans le champ politique sénégalais. Tandis que le volet quantitatif a été réalisé via un questionnaire Google Forms administré à cinq étudiants en troisième cycle (quatre hommes et une femme). L'outil, composé de dix questions, a permis de recueillir des données sociodémographiques ainsi que des perspectives semi-ouvertes sur les mutations des relations humaines au sein de l'arène politique. Pour comprendre la réalité de la vie publique, il est essentiel

d'examiner comment la noblesse de l'engagement initial finit souvent par être mise à l'épreuve par les logiques d'intérêt, transformant ainsi radicalement la nature des amitiés en politique. En effet, les rivalités internes ne prennent tout leur sens qu'à la lumière des motivations et des trajectoires qui poussent un individu à franchir le seuil du militantisme. C'est pourquoi il convient à présent d'analyser les mécanismes, les déterminants sociaux et les basculements biographiques qui favorisent et structurent l'engagement dans l'arène politique.

1 L'engagement dans l'arène politique

L'engagement en politique est souvent perçu comme l'expression la plus haute de la citoyenneté, une démarche par laquelle l'individu choisit de consacrer son temps et son énergie au service de la collectivité. Qu'il naisse d'une conviction profonde ou d'un désir de réforme, cet investissement dépasse la simple adhésion idéologique pour devenir une immersion totale dans l'arène publique. Cependant, cet engagement n'est pas sans conséquence : il place l'individu au cœur de tensions permanentes, où les idéaux personnels se heurtent parfois brutalement aux réalités du terrain et aux exigences du pouvoir. Cela est confirmé par ces propos de Madame Ndiaye, sociologue-consultante qui affirme :

Les relations amicales en politique ne tiennent pas souvent trop car il y'a toujours ce qu'on appelle la raison d'Etat. Surtout aussi les contradictions entre idéologiques et de leadership qui le plus souvent ne rime pas avec les amitiés. Je peux donner l'exemple de Toma Sankara et Blaise Camporé, les deux partageaient le même lit pourtant Blaise était complice de l'assassinat de Sankara. Et le plus choquant c'était après la mort de

Sankara sa maman avait déclaré que son fils n'était pas mort en faisant allusion à Blaise, ami intime de son fils toujours vivant. Donc les amitiés en politiques le plus souvent de l'illusion totale.

Historiquement perçue comme le domaine exclusif des rapports de force et des intérêts stratégiques, la politique semble structurellement hostile aux sentiments humains. L'assertion étudiée illustre cette réalité en qualifiant l'amitié politique d'« *illusion totale* » à travers le prisme de la raison d'État, des conflits de leadership et des divergences idéologiques. Le destin tragique du duo Thomas Sankara et Blaise Compaoré incarne parfaitement cette dynamique, où la proximité intime se transforme en vulnérabilité fatale et en trahison ultime. Néanmoins, s'il est vrai que la rationalité froide du pouvoir et les impératifs machiavéliens finissent souvent par broyer les affections privées, l'amitié n'en demeure pas moins le ciment initial indispensable aux grandes alliances et aux élans révolutionnaires. Ainsi, plutôt qu'une pure chimère, les liens affectifs en politique apparaissent comme une force motrice puissante à l'origine des projets communs, mais condamnée à être instrumentalisée ou sacrifiée dès lors qu'elle se heurte à l'exercice exclusif du pouvoir suprême. Au-delà des stratégies individuelles de carrière et des rivalités pour les postes de leadership, l'entrée dans l'espace public porte en elle une ambition collective de transformation. L'acte militant ne se limite pas à une simple quête de positionnement interne ; il se veut avant tout le vecteur d'une vision de la cité et d'une refonte des structures existantes. Dès lors, il convient de déplacer notre regard de la mécanique des appareils partisans vers la portée collective de cette action, afin d'analyser comment l'adhésion à une cause s'érige en véritable moteur de changement social.

1.1 L'engagement comme moteur de changement social

L'engagement en politique représente avant tout une volonté d'agir sur le destin collectif et de traduire des convictions personnelles en actions concrètes. S'engager, c'est accepter de sortir de la sphère privée pour défendre une vision de la société, que ce soit à travers le militantisme, le vote ou l'exercice d'un mandat. Ce passage du « *je* » au « *nous* » est le point de départ de toute évolution législative ou sociale, transformant des aspirations individuelles en réformes structurantes pour l'ensemble de la cité.

Au-delà de la simple participation, cet engagement agit comme un véritable moteur de changement social en donnant une voix aux causes oubliées. Par le biais du militantisme de terrain, des citoyens parviennent à inscrire à l'ordre du jour des sujets cruciaux, tels que la transition écologique ou l'égalité des chances. C'est cette force de mobilisation qui bouscule le statu quo et force les institutions à s'adapter aux nouvelles réalités de l'époque, prouvant que la politique n'est pas une structure figée, mais un processus vivant alimenté par la base. Malgré les sacrifices personnels que cela impose qu'il s'agisse de temps, d'énergie ou de vie privée cet investissement reste le pilier de la démocratie. Il permet aux citoyens de devenir acteurs de leur propre avenir plutôt que de simples spectateurs des décisions publiques. En s'impliquant dans les instances de décision, de la municipalité au parlement, l'individu engagé s'assure que la réalité du terrain est prise en compte, garantissant ainsi que le changement social ne soit pas seulement décrété d'en haut, mais porté par une volonté populaire authentique. L'engagement politique joue un rôle pédagogique essentiel au sein de la société. En défendant leurs idées, les citoyens engagés stimulent le débat public, favorisent la confrontation

saine des opinions et renforcent le tissu social. Cet effort constant pour convaincre et mobiliser est ce qui maintient une société vigilante et dynamique, capable de se réinventer face aux crises plutôt que de subir passivement les événements. Si l'action partisane se présente initialement comme le vecteur d'une transformation collective et d'un idéal partagé, l'épreuve de la réalité du terrain vient rapidement en bousculer les fondements. La confrontation directe avec les logiques d'appareil, les compromis partisans et les impératifs de la raison d'État transforme souvent la conviction d'origine en une source de tensions éthiques et personnelles. C'est précisément à la frontière entre les idéaux proclamés et la dureté des luttes internes qu'il convient d'analyser les défis et les paradoxes de l'engagement, là où le militantisme se heurte aux contraintes de sa propre survie politique.

1.2 Les défis et paradoxes de l'engagement

Si l'engagement en politique naît souvent d'un idéal de service public, il se confronte rapidement aux réalités complexes de l'exercice du pouvoir. Ce choc entre l'aspiration et la pratique constitue le premier défi de tout élu ou militant : il faut apprendre à transformer des idées pures en politiques applicables. Cette transition exige de se confronter à la lenteur administrative, aux contraintes budgétaires et à la diversité des opinions, ce qui peut parfois donner l'impression d'une dilution de ses convictions initiales. S'engager exige également une résilience constante face aux critiques, ainsi qu'une capacité à naviguer entre ses valeurs profondes et la nécessité de compromis stratégiques. Dans une arène médiatique où chaque mot est scruté, l'individu doit faire preuve d'une grande force mentale pour ne pas céder à la pression de l'opinion immédiate. Le compromis, loin d'être une trahison, devient alors un outil

indispensable pour avancer, même si cela demande de sacrifier une partie de son idéal pour obtenir un résultat concret.

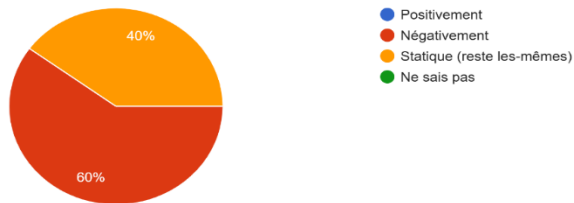
Ce dévouement à la chose publique peut transformer radicalement la vie de l'individu, créant une tension entre ses aspirations idéales et les contraintes pragmatiques du terrain. La frontière entre la vie privée et la vie publique devient poreuse, et l'exigence de disponibilité permanente pèse lourdement sur l'équilibre personnel. Le politique vit dans un état de négociation perpétuelle, non seulement avec ses adversaires, mais aussi avec lui-même, pour préserver son intégrité malgré les sollicitations et les jeux d'influence. L'engagement place l'individu dans un espace où l'intérêt général doit sans cesse être réévalué face aux enjeux de pouvoir. Chaque décision devient un calcul d'équilibre : il faut choisir entre ce qui est juste à long terme et ce qui est politiquement possible à court terme. Cette quête constante de légitimité, au milieu des rivalités internes et des pressions extérieures, fait de l'engagement un parcours exigeant, où la satisfaction d'agir pour le bien commun est souvent tempérée par l'amertume des luttes de pouvoir nécessaires pour y parvenir. Au-delà de l'enthousiasme des premiers engagements, les relations amicales en politique suivent une trajectoire d'évolution marquée par l'usure et les rapports de force. Les tensions et les paradoxes inhérents à l'action partisane se traduisent concrètement dans la perception que les acteurs politiques ont de leurs propres réseaux relationnels. Pour mesurer l'impact réel de ces dynamiques de pouvoir sur la sphère affective, notre enquête a interrogé le terrain sur la durabilité des liens interpersonnels au sommet de l'État. C'est cette confrontation empirique entre idéal amical et *realpolitik* que met en évidence le graphique 1, lequel détaille les réponses

des enquêtés par rapport aux caractéristiques d'évolution des relations amicales en politique

Graphique 1

Réponses des enquêtés par rapport aux caractéristiques d'évolution des relations amicales en politique

les relations amicales en politiques évoluent-elles ?
5 réponses



Source : enquête 2026 dans le cadre de cet article

Ce premier graphique met en lumière une dynamique d'évolution des relations amicales en politique marquée par une dégradation majoritaire. En effet, 60 % des répondants estiment que ces liens évoluent négativement, confirmant l'idée que le passage du temps et l'exercice du pouvoir tendent à éroder les attaches personnelles plutôt qu'à les renforcer ou les stabiliser. Le chiffre le plus éloquent demeure l'absence totale de progression positive : absolument personne dans cet échantillon n'envisage que la politique puisse solidifier ou améliorer une amitié. Celle-ci est perçue uniquement comme un facteur de risque ou, au mieux, de statu quo, mais jamais comme un moteur de rapprochement.

Parallèlement, le sondage révèle une part de stabilité relative, puisque 40 % des personnes interrogées jugent que les relations restent statiques. Cette perception peut s'interpréter de deux manières : elle peut être vue comme une forme de résilience,

où l'amitié parvient à survivre malgré un contexte hostile, ou comme le constat amer qu'une relation, une fois entrée dans la sphère politique, se fige dans un cadre strictement professionnel et distant, perdant ainsi sa chaleur initiale. Il convient toutefois de souligner, comme pour l'étude précédente, que ces résultats reposent sur un échantillon très réduit de seulement cinq réponses. Concrètement, cela signifie que le rapport de force se joue entre trois personnes d'un côté et deux de l'autre. Si ce faible volume invite à la prudence et empêche une généralisation statistique à grande échelle, l'absence de toute opinion positive n'en demeure pas moins le point marquant de ce sondage. Donc, bien que les avis oscillent entre la dégradation et la stagnation, l'idée d'un épanouissement amical grâce à la politique semble totalement exclue par les participants.

Donc, l'engagement politique apparaît comme un acte de citoyenneté fondamental, capable de transformer la société et de donner une voix aux causes oubliées. Cependant, cette noblesse d'intention se heurte violemment aux réalités de l'exercice du pouvoir. La tension entre les idéaux de service public et les impératifs stratégiques ne se limite pas à un défi intellectuel ; elle affecte profondément l'humain. Comme le soulignent les données recueillies, cet investissement total semble se faire au détriment des relations personnelles. L'absence totale de perception positive quant à l'évolution des amitiés en politique confirme que, dans ce milieu, l'intérêt collectif et l'ambition individuelle finissent souvent par éclipser la sincérité des liens privés, condamnant l'amitié soit à la stagnation, soit à une dégradation inévitable. Au cœur de cette machine institutionnelle souvent perçue comme froide, il est nécessaire d'interroger la place réelle de l'amitié et la viabilité des sentiments sincères dans le champ politique.

2 L'amitié dans le champ politique

L'entrée dans le champ politique ne se fait pas de manière isolée ; elle s'appuie presque toujours sur un réseau de fidélités et d'affinités qui préexiste à l'exercice du pouvoir. À ce stade initial, l'amitié joue un rôle de catalyseur indispensable : elle est le ciment qui permet de souder un groupe autour d'une vision commune et de supporter la violence inhérente aux luttes de conquête. Dans cette phase de « *compagnonnage* », le lien amical est perçu comme un sanctuaire de confiance absolue, permettant aux acteurs de naviguer ensemble face à l'adversité. Cependant, il convient d'interroger la nature réelle de cette amitié une fois qu'elle est projetée dans le champ politique professionnel. S'agit-il d'une amitié sincère, au sens aristotélicien de la recherche du bien commun, ou d'une forme de sociabilité utilitaire ? Dans cet univers régi par la compétition, l'amitié tend à se transformer en une alliance stratégique où la loyauté est souvent conditionnée par la convergence des ambitions. Cette première partie s'attachera donc à analyser comment le sentiment amical est mobilisé comme une ressource politique, tout en soulignant la fragilité intrinsèque d'un lien privé soumis aux impératifs du jeu public. Bien que des liens affectifs puissent sincèrement se nouer au départ de l'aventure militante, le champ politique obéit à des lois d'une rigueur absolue qui finissent par supplanter les attachements privés. L'exercice ou la quête du pouvoir imposent en effet aux acteurs d'arbitrer constamment entre leurs affections et leurs objectifs stratégiques. Dès lors, lorsque surviennent les divergences doctrinales ou les opportunités d'ascension, la rationalité des calculs prend le dessus, illustrant de manière flagrante la primauté de l'opinion et de l'ambition sur le sentiment amical.

2.1 La primauté de l'opinion et de l'ambition sur le sentiment amical

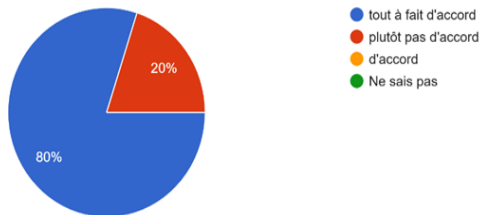
Les répondants à notre enquête s'accordent sur un point fondamental, les relations amicales ne constituent pas le socle originel d'un parti ou d'un mouvement politique. Pour ces acteurs, la politique naît d'abord d'un engagement personnel profond, lequel ne se concrétise qu'à travers le partage d'une ambition ou d'une opinion commune avec autrui. La formation d'un collectif politique est donc perçue comme une convergence d'objectifs plutôt que comme une extension du cercle privé. C'est ainsi que le professeur KAH, lors de l'entretien, tranche de manière catégorique : « *En politique on n'a pas besoin de parler d'amitié car les gens sont liés par des opinions et des ambitions communes cela n'a rien à voir avec l'amitié* ». Dès lors, les personnes rencontrées estiment qu'il est souvent inopportun, voire sociologiquement erroné, de parler d'amitié dans l'arène politique. Selon eux, l'acteur politique est un sujet déterminé par ses propres aspirations de conquête et par ses convictions idéologiques. Certes, il arrive que des amis partagent un même engagement au sein d'un mouvement, superposant ainsi des liens affectifs et politiques. Cependant, cette coexistence n'implique pas que l'amitié soit le moteur de l'action. Pour beaucoup, la logique de partage d'ambition finit inévitablement par redéfinir la nature des échanges, plaçant l'objectif politique au-dessus des affinités personnelles. Au-delà des alliances de circonstance, la réalité du terrain montre que les amitiés tendent à s'effacer devant les impératifs du pouvoir. Dans l'arène politique, les objectifs individuels et la conquête de fonctions électives créent souvent des zones de friction incompatibles avec la loyauté amicale. Lorsque les intérêts divergent, le choix se porte inévitablement sur l'efficacité stratégique, transformant d'anciens alliés d'amitiés

en rivaux et reléguant l'affect au second plan. C'est dans cette tempérance qu'un maître coranique âgé de 35 ans, rencontré dans le cadre de l'enquête qualitative déclare : « *la politique est fondé sur des promesses et des mensonges voilà pourquoi elle ne peut pas fonctionner avec les relations amicales qui elles sont fondées sur des valeurs et principes* ». Cette prédominance des calculs stratégiques et des ambitions personnelles sur les sentiments privés ne relève pas d'une simple vue théorique, mais s'inscrit profondément dans l'expérience vécue des acteurs de terrain. Afin de mesurer l'ampleur de ce phénomène à l'échelle de notre échantillon, il est essentiel d'examiner la perception globale qu'ont les acteurs du devenir de leurs alliances au fil du temps. C'est précisément ce que met en lumière le Graphique 2, qui synthétise les réponses des enquêtés par rapport à l'évolution des relations en politique.

Graphique 2

Réponses des enquêtés par rapport l'évolution des relations en politique.

En politique, les amitiés disparaissent. Êtes vous d'accord de cette affirmation ?
5 réponses



Source : enquête 2026 dans le cadre de cet article

Ce graphique présente les résultats d'un sondage d'opinion portant sur la fragilité des relations amicales dans le milieu

politique. L'analyse des données révèle une tendance particulièrement nette mais nuancée. En effet, le résultat le plus frappant est que 100 % des répondants partagent l'idée que la politique nuit à l'amitié, bien qu'à des degrés différents. Une écrasante majorité, soit 80 %, se dit « *tout à fait d'accord* », percevant ainsi une rupture quasi inévitable ou systématique des liens amicaux dans ce contexte. Les 20 % restants affirment être « *d'accord* », confirmant l'affirmation avec une vision sans doute un peu moins catégorique.

Cette unanimité se traduit par une absence totale d'opinions divergentes, ce qui est très rare dans ce type de représentation. Les catégories de désaccord ou d'incertitude sont totalement vides : on enregistre 0 % de réponses « *plutôt pas d'accord* » et 0 % de « *ne sais pas* ». Cela démontre que, pour l'ensemble des sondés, le sujet semble tranché ; personne ne semble croire en la solidité des amitiés en politique et aucune indécision ne s'exprime. Toutefois, il convient d'apporter une nuance importante concernant les limites de l'interprétation. Pour donner du poids à ce commentaire, il faut noter l'élément crucial mentionné en haut du graphique : il n'y a que « 5 réponses ». Cet échantillon très réduit signifie que chaque participant représente à lui seul 20 % du résultat final. Par conséquent, une seule réponse différente aurait radicalement changé l'aspect visuel du camembert. Bien que ce graphique illustre un consensus total au sein de ce microgroupe, sa faible portée statistique empêche de généraliser ces conclusions à l'ensemble de la population. En résumé, ce graphique illustre une vision très pessimiste de la politique, perçue comme un milieu où les intérêts et les ambitions finissent inévitablement par briser les liens personnels. Si l'on admet que l'ambition et les divergences de points de vue finissent invariablement par altérer les véritables affections, cela implique que les relations

durables au sein de l'arène politique répondent à une tout autre logique. En effet, l'effondrement des amitiés sincères laisse généralement la place à des alliances plus pragmatiques, forgées non pas par affinité élective, mais par la convergence momentanée des objectifs de carrière. Dès lors, il convient d'analyser comment la rigidité du jeu partisan favorise la naissance d'amitiés « *circonstanciennes* » et le poids de l'intérêt, transformant le lien affectif en un simple outil de calcul géométrique.

2.2 La naissance d'amitiés « *circonstanciennes* » et le poids de l'intérêt

Néanmoins, le terrain révèle une nuance intéressante, si la politique n'est pas fondée sur l'amitié, elle est génératrice de nouvelles formes de sociabilité. C'est dans cet ordre d'idées que Monsieur Ndiaye acteur politique, coordonnateur d'un mouvement de jeunes, témoigne de cette évolution :

Oui, j'avais des amis avant mon engagement en politique. Mais c'est après mon engagement que je me suis fait d'autres amis, à travers des connaissances. Et j'ai eu de très bonnes relations avec mes nouveaux amis avec qui je discute beaucoup presque tous les jours sur nos ambitions politiques.

Ici, l'amitié n'est plus un préalable, mais un produit dérivé de l'action commune. Ces « *amitiés politiques* » se nourrissent exclusivement de la discussion quotidienne des ambitions partagées, ce qui les rend intrinsèquement liées au succès du projet collectif. Concernant l'influence des relations de pouvoir, un consensus se dégage parmi les répondants : en politique, les relations sont par nature instables car elles reposent sur des intérêts fluctuants. La solidité des liens est souvent indexée sur

les postes de responsabilité ou les opportunités offertes à l'acteur. Cette versatilité est confirmée par le témoignage sans équivoque d'un praticien : « *Oui, le pouvoir ou les postes influencent beaucoup sur les comportements des gens en politique* ». Le poste n'est plus seulement une fonction, il devient le test de la loyauté : dès que les responsabilités changent ou que les intérêts divergent, le comportement des individus se transforme, prouvant que dans ce champ, la rationalité instrumentale finit toujours par détrôner la fidélité sentimentale.

Lorsqu'on aborde le thème spécifique des relations amicales, les enquêtés affirment unanimement que si la politique est intrinsèquement fondée sur des intérêts, cela n'exclut pas pour autant une forme de compagnonnage durable. Pour une partie des acteurs rencontrés, des individus partageant des ambitions communes ou des opinions convergentes peuvent bel et bien concrétiser leur projet politique sans que cela ne constitue une menace fatale pour leur amitié. Dans cette optique, l'arène publique ne serait pas systématiquement destructrice, mais pourrait être le lieu d'une collaboration sincère où le lien privé sert de socle à la confiance publique. Cependant, cette vision est nuancée, voire contredite par l'analyse d'un professeur et écrivain politique interrogé. Ce dernier récuse l'idée même que l'amitié puisse être le socle de l'organisation politique. Pour lui, la politique répond à une logique autonome qui n'a pas besoin du sentiment pour exister :

Non, je ne suis pas d'accord. Car la politique n'a pas comme base les relations amicales. Je peux faire de la politique avec d'autres gens tout en partageant mes opinions ou mes ambitions. Cela n'est pas dit forcément qu'on doit être des amis.

Cette distinction nette sépare l'engagement militant du lien affectif, plaçant le partage des convictions au-dessus de la sympathie personnelle. Cet expert souligne un point méthodologique et sociologique majeur : il ne faut pas confondre les cas de ruptures spectaculaires avec une loi universelle. Selon lui, la disparition des amitiés sous le poids de l'ambition ne doit pas être érigée en vérité absolue. Il affirme avec force : *« Cela n'est pas dit [...] que nos amitiés disparaîtront si nous partageons les mêmes ambitions en politique. Cela n'existe nulle part et on ne peut pas partir d'une exception pour en faire une règle »*. Ainsi, si le champ politique est dur, il n'annulerait pas systématiquement la possibilité de l'amitié ; celle-ci resterait simplement extérieure ou parallèle à la structure même du parti, qui, elle, ne repose que sur la rationalité des idées.

Donc, l'amitié en politique apparaît comme un paradoxe structurel. Si elle sert initialement de catalyseur et de sanctuaire lors de la conquête du pouvoir, elle subit une métamorphose inévitable une fois projetée dans l'arène professionnelle. L'unanimité des répondants (100 %) confirme cette réalité : la politique est perçue comme un milieu intrinsèquement délétère pour les liens sincères. On observe ainsi un basculement de l'affect vers la rationalité instrumentale. Les relations, qu'elles préexistent ou qu'elles naissent de l'engagement, tendent à devenir des *« amitiés circonstancielles »* ou des alliances stratégiques dont la solidité est indexée sur la convergence des ambitions et l'obtention de postes de responsabilité. Donc, le champ politique redéfinit la nature même de l'altérité, le compagnon n'est plus un ami au sens privé, mais un allié dont la loyauté reste subordonné aux impératifs du pouvoir et aux fluctuations de l'intérêt personnel. La mise en évidence de ces amitiés circonstancielles

et de la prédominance de l'intérêt marchand dans le jeu partisan vient clore l'exposition de nos données de terrain. Toutefois, ces constats empiriques ne prennent toute leur valeur scientifique que lorsqu'ils sont confrontés aux théories existantes et mis en perspective avec la littérature sociologique sur le pouvoir. Dès lors, il convient d'ouvrir la phase de discussion de notre travail, afin de prendre de la hauteur, de confronter nos hypothèses de départ à ces réalités, et d'analyser la portée globale de ces dynamiques relationnelles sur le fonctionnement démocratique.

V Discussion

Cette étude a été menée auprès de profils hautement qualifiés, des individus âgés de plus de vingt-cinq (25) ans inscrits au troisième cycle universitaire pour l'enquête quantitative et des acteurs aux profils et catégories d'âges variés pour les données qualitatives. La composition de cet échantillon pour les données quantitatives présente une forte prédominance masculine (80 % d'hommes contre 20 % de femmes), reflétant d'une certaine manière une réalité encore très genrée de l'accès aux hautes sphères académiques et politiques. La robustesse des conclusions repose sur une triangulation méthodique croisant des données documentaires, qualitatives et quantitatives. Cette approche permet de confirmer que les interactions au sein du champ politique ne sont pas aléatoires, mais suivent une logique structurelle fortement dépendante du pouvoir et de l'exercice des responsabilités. Les résultats démontrent que les acteurs du champ politique sont mus par des intérêts spécifiques qu'ils tentent de satisfaire à travers un jeu social complexe. Ce dernier est dominé par le partage d'ambitions et d'opinions qui, selon

les circonstances stratégiques, peuvent être communes ou contradictoires. En politique, le pragmatisme l'emporte souvent sur l'affect : les mouvements ou partis politiques ne se fondent pas sur l'amitié, mais sur des logiques rationnelles liées à l'accession au pouvoir. Cette quête de fonctions et la satisfaction d'intérêts particuliers expliquent pourquoi la rationalité instrumentale prend systématiquement le dessus sur les relations fondées sur l'affinité ou la solidarité désintéressée.

En revanche, cette domination de l'intérêt n'exclut pas totalement l'existence de liens personnels durables. Une nuance intéressante apparaît dans les données, 40 % des enquêtés soutiennent que les relations amicales ne subissent pas d'influence majeure et restent elles-mêmes au sein du champ politique. Cette position suggère que pour une minorité d'acteurs, il existe une capacité à cloisonner la sphère privée de la sphère publique, ou que l'amitié peut servir de socle de confiance immuable malgré les tempêtes politiques. C'est ici que réside le paradoxe : si la structure politique est froide, l'humain tente d'y maintenir des îlots de stabilité. Toutefois, la vision majoritaire reste nettement plus pessimiste, puisque 80 % des répondants estiment que la politique n'est pas un terrain propice aux amitiés. Ce constat prend racine dans l'essence même de l'organisation politique : elle n'a pas l'amitié pour soubassement. Parce que les partis sont des machines à conquérir le pouvoir, la fidélité y est souvent volatile et indexée sur les opportunités du moment. Dès lors, l'amitié est perçue non pas comme une force, mais comme une vulnérabilité ou un obstacle à l'efficacité stratégique, condamnant les sentiments à s'effacer devant les nécessités impérieuses de la carrière et de l'influence.

Face à ce constat d'une politique déshumanisée par les logiques d'intérêt, il devient crucial de s'interroger sur la place de l'éthique dans l'engagement public. Si la rationalité instrumentale semble dominer, la survie d'une démocratie saine repose pourtant sur une forme minimale de loyauté et de confiance interpersonnelle. Sans ces socles, l'action politique risque de sombrer dans un opportunisme pur qui finit par détourner les citoyens de la chose publique. Dès lors, une recommandation majeure consisterait à réhabiliter la notion de « *compagnonnage éthique* ». Il s'agirait de promouvoir une culture politique où la convergence des ambitions ne sacrifierait pas systématiquement la sincérité des liens. En intégrant des chartes d'éthique au sein des partis ou en favorisant des espaces de dialogue déconnectés des enjeux de pouvoir immédiats, il serait possible de protéger ces « *îlots de stabilité amicale* » mentionnés par 40 % des sondés. Ainsi, l'enjeu est de prouver que l'efficacité stratégique n'est pas incompatible avec une certaine fidélité humaine, seule garante d'une action politique durable et exemplaire. Les riches perspectives ouvertes par la discussion de nos résultats permettent désormais de dresser un panorama complet de la dynamique des relations au cœur des partis politiques. Après avoir confronté nos données empiriques aux modèles théoriques de la sociologie du pouvoir, le moment est venu de synthétiser les enseignements majeurs de cette recherche. Dès lors, nous ouvrirons notre conclusion générale afin de répondre de manière définitive à notre problématique initiale, d'en rappeler les principaux jalons analytiques et d'esquisser les perspectives d'avenir pour l'étude du champ politique.

VI Conclusion générale

Au terme de cette analyse, il apparaît que la politique, loin d'être un simple prolongement de la sociabilité naturelle de l'homme, constitue un champ clos dont les lois propres entrent en conflit frontal avec les fondements de l'amitié. Si Aristote définissait l'homme comme un « *animal politique* » destiné à vivre en société, notre étude démontre que cette vie collective, lorsqu'elle se professionnalise dans l'arène du pouvoir, impose une mutation radicale des sentiments privés. Comme le suggérait Ousmane Socé Diop :

Les principes et les impératifs de la vie en société et plus encore ceux de la conquête du pouvoir finissent par exiger le sacrifice des solidarités personnelles au profit de l'intérêt collectif ou, plus pragmatiquement, de l'ambition individuelle.

Bien que l'assertion décrive avec lucidité comment la violence structurelle du jeu social et politique exige souvent le sacrifice des préférences intimes au profit de l'intérêt général ou de l'ambition personnelle, ce renoncement fréquent lors des luttes de leadership ne saurait devenir une règle absolue sans vider l'engagement de sa substance morale, ce qui invite à imaginer l'émergence de nouvelles formes d'action citoyenne où l'éthique de la relation humaine primerait enfin sur la froide logique de la conquête du pouvoir. Cette étude a mis en lumière la complexité fondamentale des relations amicales dans le champ politique, un espace où les liens personnels les plus intimes se trouvent perpétuellement soumis aux impératifs rigides du pouvoir, des structures partisans et des trajectoires de carrière. Nos résultats empiriques, illustrés par les perceptions des enquêtés et l'analyse de trajectoires

historiques marquantes, démontrent que l'arène politique reste majoritairement perçue comme un milieu hostile aux amitiés sincères. Dans cet univers hautement compétitif, la rationalité instrumentale et machiavélique prend presque systématiquement le dessus sur les relations fondées sur la pure affinité élective ou sur une solidarité désintéressée, transformant le capital social en un simple outil de positionnement.

L'analyse de notre échantillon confirme ce que la sociologie de Pierre Bourdieu laissait présager : le champ politique est un espace de lutte où la rationalité instrumentale finit toujours par détrôner la gratuité du lien affectif. L'unanimité des répondants (100 %) sur la nocivité de la politique pour l'amitié souligne une réalité brutale : dans cet univers, l'ami n'est plus une fin en soi, mais devient une variable d'ajustement stratégique. Qu'il s'agisse de « *compagnonnage militant* » initial ou d'« *amitiés circonstancielles* » nées de l'action, ces liens sont structurellement condamnés à la fragilité. La pyramide du pouvoir ne laissant de place qu'à un seul homme au sommet, elle transforme inévitablement les alliés d'hier en rivaux de demain. Toutefois, une nuance subsiste à travers les 40 % de répondants qui observent une stabilité des liens personnels. Cela suggère que si la structure politique est « *anthropophage* », il existe une capacité de résistance individuelle, une volonté de préserver des sanctuaires d'authenticité malgré la violence du milieu. Néanmoins, la tendance lourde demeure celle d'un « *cimetière des amitiés* » : dès que l'intérêt diverge de l'affect, la survie politique impose la rupture. En somme, l'engagement politique, bien que moteur essentiel du changement social, demande un prix humain élevé. La question n'est donc plus de savoir si la politique détruit l'amitié, mais si une action publique durable peut un jour se passer de cette loyauté humaine pour

fonder une éthique du pouvoir véritablement renouvelée. La portée de cette étude est double. D'une part, elle vise à répondre à notre question de départ concernant l'évolution des relations amicales dans le champ politique. D'autre part, elle ambitionne de proposer une grille de lecture sociologique de ce milieu, caractérisé par une tension permanente entre les liens d'amitié et les conflits de positionnement, au service d'intérêts stratégiques.

VII Bibliographie

DUVERGER Maurice, 1973. « Sociologie de la politique », 2vol, 13 éd, PUF, Paris

DEBBASCH.C & PONTIER Jean-Marine, 2000. « Introduction à la politique », 5éd.

KAH Amadou, 2016. « De la lutte des classes à la bataille des places », Harmatan, Paris

NAY Olivier, 2004. « Histoire des idées politique », Sébastopol, Paris

DEBBASCH.C & PONTIER Jean-Marine, 2000. « Introduction à la politique », 5éd.

Amazon.fr Introduction à la politique Debbasch, Charles, Pontier, Jean-Marie Livres. (s. d.). Consulté 26 avril 2026, à l'adresse

Boyer, J.-D. (2016). La sociologie d'Émile Durkheim. *Revue des sciences sociales*, (56), Article 56.

Chirac Sarkozy : La haine en héritage : épisode 3/4 du podcast Trahisons en politique. (2018, novembre 7). France Inter.

Debbasch, C., & Pontier, J.-M. (2000a). *Introduction à la politique*. Dalloz.

Debbasch, C., & Pontier, J.-M. (2000b). *Introduction à la politique*. Dalloz.

Debbasch, C., & Pontier, J.-M. (2000c). *Introduction à la politique* / Charles Debbasch, Jean Marie Pontier. Dalloz.

Éthique à Nicomaque (1990). | *Collection Bibliothèque des Textes Philosophiques Poche*.

Mercader, P. (2022). Une autre théorie de la démarcation : Gaston Bachelard. In *La psychologie est-elle une science ? : Essai d'épistémologie critique* (p. 79-82). Presses universitaires de Lyon.

Nay 2004. (s. d.). Consulté 23 avril 2026, à l'adresse

Amadou Kah *convoque un pan de l'histoire de la Gauche sénégalaise*. NDARINFO | Actualités de Saint-Louis, Sénégal & Nord. Consulté 23 avril 2026, à l'adresse

swissinfo.ch, S. W. I. (2017, avril 1). Chirac, De Gaulle, Pompidou... : Giscard distille ses « confidences ». *SWI swissinfo.ch*.

Terrier, E. (2009). *Mobilités et expériences territoriales des étudiants internationaux en Bretagne : Interroger le rapport mobilités spatiales Inégalités sociales à partir des migrations étudiantes*.

Townsend, M. (2021, août 22). Why Gordon Brown left the most famous dinner in politics still hungry. *The Guardian*